



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/ECE/1359
18 février 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

Cinquante-troisième session
(Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire)

RENFORCEMENT DE LA COOPERATION DANS LA REGION DE LA CEE : ACTIVITES
OPERATIONNELLES ET COOPERATION AVEC DES GROUPEMENTS, DES GROUPES
D'INTERETS ET DES INITIATIVES SOUS-REGIONAUX

Les activités opérationnelles de la CEE ont pour objectif d'aider les pays à mieux tirer parti des activités ordinaires de la CEE : élaboration de normes et de règles, organisation de débats d'orientation et rassemblement et fourniture d'informations et de données.

Les questions ci-après méritent une attention particulière :

- Les activités opérationnelles organisées avec des groupements et des initiatives sous-régionaux ont davantage d'impact dans la mesure où tous les pays qui sont membres de ces entités en tirent profit. C'est pourquoi la Commission souhaitera peut-être examiner la question de savoir s'il conviendrait de donner la priorité aux demandes émanant de ces groupements ou initiatives sous-régionaux.
- Les réformes économiques ne progressent pas au même rythme et leurs effets sont inégaux. La Commission souhaitera donc peut-être examiner la question de savoir si les activités opérationnelles devraient être destinées avant tout aux pays en transition les plus démunis compte tenu de l'orientation et de l'objectif de l'assistance fournie par d'autres organisations et institutions, en particulier l'Union européenne.
- Le meilleur moyen pour les pays de se familiariser avec les instruments mis au point par la Commission est de participer aux réunions périodiques de la CEE et de faire en sorte que leurs préoccupations soient prises en considération. Comme les frais de voyage correspondants sont très élevés, la Commission souhaitera peut-être inviter les organes subsidiaires principaux à programmer, dans la mesure du possible, les ateliers et séminaires la veille de leurs réunions ordinaires de façon à réduire ces frais au minimum.

INTRODUCTION

1. Les pays en transition d'Europe centrale et orientale ont fait des progrès sensibles mais inégaux sur la voie de l'adaptation de leur économie aux conditions du marché en adoptant une législation, des normes et des politiques des prix fondées sur l'économie de marché et en procédant à des privatisations. Ils entrent maintenant dans la phase suivante de leur développement avec en point de mire leur intégration dans l'économie de marché mondiale et l'économie européenne, intégration qui passe par l'unification et le renforcement des institutions, des politiques et des pratiques visant à tirer le meilleur parti possible des mécanismes de l'économie de marché. Au stade actuel, leurs besoins d'assistance technique, qui donnent lieu à des demandes croissantes, sont plus spécialisés.

2. Grâce à l'équipe de conseillers régionaux, l'assistance technique de la CEE est fournie à bref délai et sans bureaucratie excessive. Comme suite à l'adoption de la réforme de la CEE en avril 1997, une Unité de coordination des activités opérationnelles a été mise en place pour s'occuper des questions à résoudre et des activités à mener à bien, dans le cadre du mandat de la CEE, pour répondre aux besoins de groupes de pays donnés - pays en transition, ensembles de pays appartenant à la même sous-région ou groupes de pays disséminés dans toute la région mais ayant un intérêt commun pour un domaine particulier dans lequel la CEE possède des compétences reconnues. L'Unité a pour rôle d'appuyer et, lorsqu'il y a lieu, de coordonner les activités opérationnelles entreprises par les divisions de la CEE, y compris celles qui sont menées par les conseillers régionaux.

3. La nature des activités opérationnelles et les méthodes utilisées pour les mener à bien varient en fonction des besoins du (ou des) pays et des sous-régions bénéficiaires. Ces activités peuvent revêtir les formes suivantes :

- missions consultatives entreprises à la fois par les conseillers régionaux et des fonctionnaires permanents;
- élaboration et exécution de programmes spécifiques portant sur une question précise ou destinés à une sous-région donnée;
- élaboration de propositions de projets;
- organisation d'ateliers, de séminaires, de voyages d'étude, de programmes de formation, de conférences et autres réunions de groupes d'experts;
- élaboration d'études de cas, d'enquêtes et de documents de fond;
- collecte et diffusion de données et d'informations statistiques au moyen en particulier du World Wide Web.

Dans de nombreux cas, ces activités sont menées à bien en étroite collaboration avec d'autres organisations internationales, nationales et régionales comme le PNUD, le PNUE, le FNUAP, la CESAP, la Banque mondiale,

la BERD, l'OCDE, l'UE, le Conseil de l'Europe, Eurostat, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), USAID, etc.

4. Le tableau 1 présente les activités des conseillers régionaux et le tableau 2 donne une liste des ateliers, séminaires, voyages d'étude et cours de formation qui ont eu lieu depuis avril 1997, qu'il s'agisse d'activités organisées directement par la CEE ou d'activités auxquelles celle-ci a contribué ou auxquelles elle a apporté son concours. On trouvera à l'annexe I du rapport des renseignements plus descriptifs et plus détaillés sur les orientations de l'assistance fournie, par secteur.

I. COOPERATION AVEC DES ORGANISATIONS ET DES INITIATIVES SOUS-REGIONALES

5. Dans le courant de 1997, les activités opérationnelles entreprises dans le cadre d'organisations ou d'initiatives sous-régionales ou en coopération avec elles ont nettement augmenté. Les accords conclus avec l'Initiative de l'Europe centrale, la Coopération économique de la mer Noire (CEMN) et la Communauté d'Etats indépendants (CEI) ainsi que l'appui fourni à l'Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est (SECI) * et au Programme spécial pour les économies d'Asie centrale (SPECA) */, qui sera lancé prochainement, devraient renforcer cette tendance. La coopération avec des groupements et des initiatives sous-régionaux présente certains avantages : elle permet de faire mieux connaître et d'utiliser davantage les instruments mis au point au niveau intergouvernemental dans le cadre de la CEE grâce à la notoriété politique de ces groupements et elle permet à la CEE de fournir son assistance à un plus grand nombre de pays. En outre, elle permet d'éviter que ces groupements n'élaborent des politiques ou des instruments concurrents, ce qui serait source de confusion au niveau gouvernemental. L'inconvénient de cette façon de procéder est qu'elle est moins souple et exige plus de préparation et de coordination que l'aide aux pays.

6. La coopération avec la CEMN, l'Initiative de l'Europe centrale et la CEI passe notamment par l'échange d'informations et la fourniture de services d'experts dans les limites des ressources disponibles et elle consiste aussi à organiser et à appuyer conjointement des activités arrêtées à l'avance d'un commun accord. On trouvera au tableau 3 quelques précisions sur la coopération entre la CEE et ces initiatives et groupements sous-régionaux. Cette coopération a été ou sera officialisée de différentes manières.

7. Un mémorandum d'accord devrait en principe être signé très prochainement entre la CEE et l'**Initiative de l'Europe centrale**. La CEE appuie déjà les activités de cette Initiative concernant les petites et moyennes entreprises (PME) et a préparé des propositions de projets dans le domaine du développement énergétique durable. En novembre 1997, il a par ailleurs été décidé de coopérer à des projets concrets dans le secteur de l'environnement.

*En l'absence de sigles français officiels, les sigles anglais (SECI et SPECA) seront utilisés tout au long du présent document dans un souci de concision.

8. La coopération avec le **Comité économique interétatique de l'Union économique de la CEI**, qui vise à encourager les réformes économiques et à harmoniser les règles et les normes, a été officialisée dans un mémorandum sur l'interaction et un protocole concernant l'échange d'informations signés en avril 1997. Un programme détaillé de coopération portant sur plusieurs secteurs a ensuite été élaboré (voir le tableau 3) et le secrétariat a noué des contacts directs avec les institutions pertinentes de la CEI. La coopération avec le Comité inter-Etats de statistique de la CEI a été particulièrement fructueuse. La CEE a également coopéré avec le Conseil écologique inter-Etats de la CEI et le Comité économique interétatique pour organiser la Conférence internationale sur le développement durable des pays à économie en transition, qui s'est tenue à Minsk en avril 1997.

9. Le secrétariat de la CEE et celui de la **Coopération économique de la mer Noire (CEMN)** ont échangé des vues et des lettres à plusieurs reprises au sujet d'une éventuelle coopération. Celle-ci existe déjà dans le domaine de l'énergie et du développement des PME, comme le montre le tableau 3. En décembre, il a été décidé entre le Coordonnateur de la SECI, le Secrétaire exécutif de la CEE et le Secrétaire général de la CEMN d'étendre aux pays membres de la CEMN qui ne participaient pas à la SECI les projets de celle-ci, lorsque cela serait possible et utile. Ce sera le cas en particulier pour le passage des frontières et les réseaux de distribution d'électricité.

10. L'**Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est (SECI)** a été créée en décembre 1996 dans le but d'encourager la coopération entre pays de la région et de faciliter l'intégration de l'Europe du Sud-Est dans l'Europe. La CEE a été invitée à fournir une assistance technique à la SECI pour l'aider à remplir sa mission.

11. Le secrétariat de la CEE a préparé plusieurs propositions de projets pour la première réunion du Comité de la SECI chargé de l'ordre du jour (janvier 1997). Six projets ont été retenus (voir le tableau 3) et des pays chefs de file ont été désignés pour leur exécution. A la dernière réunion de ce comité, en janvier 1998, un projet supplémentaire sur l'interconnexion des réseaux de distribution d'électricité a été arrêté. En outre, une proposition concernant un projet sur la coopération entre les Bourses de la région a été élaborée et distribuée aux membres du Comité.

12. Les groupes spéciaux de projets de la SECI travaillent selon deux démarches complémentaires. La première consiste à simplifier et à harmoniser les règles et les procédures ainsi qu'à échanger des données d'expérience ou des études spécifiques et la seconde à élaborer des projets susceptibles de bénéficier d'un concours financier qui sont nécessaires pour améliorer l'infrastructure ou l'information et à trouver le financement approprié. La CEE contribue pleinement à la première de ces deux démarches en faisant bénéficier les pays de la SECI de ses instruments (conventions, lois, normes et directives) qui facilitent les relations de bon voisinage et l'intégration dans la région de la CEE. Celle-ci peut aussi concourir à la réalisation d'études de faisabilité et à la préparation de projets susceptibles de bénéficier d'un concours financier. Toutefois, c'est au Coordonnateur et aux Etats qui apportent leur appui qu'il appartient de trouver des fonds publics

ou privés pour financer les projets. A cet égard, les résultats des réunions des groupes de projets ont été examinés lors des réunions du Conseil consultatif des entreprises de la SECI dans le cadre des efforts entrepris pour obtenir un concours financier pour les projets et la participation des milieux d'affaires à leur exécution.

13. La Commission européenne, la BERD et la Banque mondiale participent à un grand nombre des réunions des groupes spéciaux de projets et du Comité chargé de l'ordre du jour, ce qui permet d'assurer la cohérence des différents concours apportés aux pays de la SECI et d'éviter les doubles emplois.

14. Le **Programme spécial pour les économies d'Asie centrale (SPECA)** a été lancé par le Président du Kazakhstan avec l'appui du Secrétaire général de l'ONU qui a demandé aux Secrétaires exécutifs de la CEE et de la CESAP de conjuguer leurs efforts pour élaborer et exécuter un programme régional. La démarche du SPECA est inspirée de celle de la SECI en dépit du fait qu'au stade actuel, le rôle très utile de coordonnateur puisse être dévolu au secrétariat. Ce programme a pour but de développer la coopération entre les cinq pays d'Asie centrale et de faciliter leur intégration à la fois dans l'Asie et dans l'Europe. Un accord concernant les domaines dans lesquels des projets seront entrepris devrait intervenir prochainement (voir le tableau 3) et les pays chefs de file devraient être désignés. Il est à prévoir que les domaines retenus seront essentiellement ceux dans lesquels il n'est guère possible de faire des progrès sensibles sans coopération régionale, comme la gestion de l'eau, l'énergie hydroélectrique, la facilitation du commerce et les transports ainsi que ceux dans lesquels les échanges de données d'expérience et l'harmonisation des politiques sont mutuellement bénéfiques.

15. Le SPECA a pour particularité d'être animé conjointement par la CEE et la CESAP avec le concours des Coordonnateurs résidents de l'ONU. L'appui résolu que le Secrétaire général apporte à ce programme devrait lui valoir de bénéficier du concours d'autres entités de l'ONU concernées.

II. COOPERATION AVEC LA REGION MEDITERRANEENNE

16. La région méditerranéenne comprend non seulement des pays membres de la CEE mais aussi des pays appartenant à la CESA et à la CEA. En raison du caractère hétérogène de la sous-région qui est constituée par des pays en développement, des pays en transition et des pays avancés à économie de marché, il est parfois difficile de parler d'intérêts proprement méditerranéens. En outre, les intérêts de certains pays méditerranéens sont liés à ceux d'autres sous-groupes de pays. C'est ainsi que les questions qui préoccupent certains pays méditerranéens sont abordées dans le cadre de la SECI. Par ailleurs, le projet d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM) et celui de chemin de fer transeuropéen (TER) ont tous deux une composante concernant l'Europe méridionale et la Méditerranée.

17. Malgré la diversité des besoins et des intérêts, il existe des thèmes intersectoriels présentant un intérêt général pour la plupart, voire la totalité, des pays de la région méditerranéenne. Il s'agit notamment des questions relatives à la pollution de l'air et de l'eau, à la gestion de l'eau, à l'approvisionnement énergétique et à la consommation d'énergie,

aux transports et aux relations commerciales, qui sont toutes considérées comme prioritaires par l'ensemble des pays membres de la CEE et figurent au programme de travail de la Commission.

18. Compte tenu des préoccupations exprimées précédemment par les pays méditerranéens membres de la CEE, celle-ci souhaitera peut-être envisager de demander au secrétariat d'accorder une attention accrue aux conditions propres à ces pays lors de l'exécution de son programme de travail. A cet égard, il est utile de noter que le Comité des transports intérieurs appuie les activités de trois centres de transport méditerranéens qui sont placés sous ses auspices, le Centre d'étude des transports en Méditerranée occidentale de Barcelone (Espagne), le Centre d'étude des transports en Méditerranée orientale de Volos (Grèce) et le Centre de formation dans le domaine des transports d'Istanbul (Turquie).

19. En ce qui concerne les activités opérationnelles, le mécanisme spécifique envisagé dans le Plan d'action pour répondre aux besoins de groupes précis de pays est l'Unité de coordination des activités opérationnelles (voir le paragraphe 2 ci-dessus) qui a pour rôle de répondre aux demandes concrètes de ces pays, essentiellement en organisant des ateliers et des séminaires.

20. La CEE espérait pouvoir parrainer les ateliers et séminaires ci-après en 1997 mais elle n'a pas été en mesure de le faire, essentiellement parce qu'elle n'a pas encore obtenu les fonds escomptés auprès de sources extérieures :

- L'Atelier sur l'évaluation de la conformité et le développement de la qualité (qui devait se tenir à Chypre)
- Le Séminaire sur l'assurance de la qualité et la métrologie (qui devait se tenir à Chypre)
- L'Atelier sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (qui devait se tenir à Malte).

Le secrétariat a dressé une liste d'ateliers supplémentaires susceptibles d'intéresser les pays méditerranéens qui pourraient être organisés par la CEE au cas où il serait possible de trouver un financement. A cet égard, il est proposé que le Secrétaire exécutif convoque une réunion des ambassadeurs intéressés pour examiner ces propositions et étudier les possibilités de financement.

21. Dans le même temps, un certain nombre de manifestations ont déjà été prévues pour 1998 :

- Un séminaire sur "Les formations forestières présentant des difficultés de réalisation", question qui intéresse certains pays méditerranéens, se tiendra en France en avril 1998.
- La Conférence méditerranéenne sur le gaz sera organisée conjointement par la CEE, la Société BOTAS (Turquie) et la Compagnie ENI (Italie), à Istanbul en avril 1998.

- La CEE contribuera à un atelier sur "le financement de l'infrastructure des transports dans la région méditerranéenne", qui doit être organisé par le Centre d'étude des transports en Méditerranée occidentale (situé à Barcelone) dans le courant de 1998.

22. La CEE contribue par ailleurs au Programme MEDSTAT d'Eurostat qui vise à améliorer le potentiel statistique des pays méditerranéens n'appartenant pas à l'UE. Douze pays participent au Programme, y compris quatre pays membres de la CEE, Chypre, Israël, Malte et la Turquie. La CEE apporte en particulier son concours au projet concernant les statistiques des migrations internationales, qui constituent l'un des 10 domaines d'activité prioritaires retenus dans le Programme MEDSTAT.

23. Comme suite à une demande précise qui lui avait été adressée à la session de 1997 du Conseil économique et social, le secrétariat a engagé des discussions avec la CESAO et la CEA pour étudier la possibilité d'entreprendre des activités communes relatives à la Méditerranée. Cette coopération est particulièrement importante pour favoriser l'harmonisation des règles et des normes dans toute la sous-région et contribuer ainsi à permettre aux pays de cette sous-région de commercer plus librement entre eux et avec d'autres régions et de mieux réussir leur intégration économique. A cet égard, la CEE a participé en novembre 1997 à une réunion d'experts de la CESAO et a présenté des exposés relatifs aux transports et à la facilitation du commerce. La CEE a également aidé à former des fonctionnaires de la CESAO aux procédures de facilitation du commerce et elle envisage un certain nombre d'activités communes avec la CESAO en 1998. Celle-ci compte parmi ses membres des pays méditerranéens qui bénéficient bien entendu de toutes les activités ci-dessus.

III. PROBLEMES ET ORIENTATIONS DES TRAVAUX FUTURS

24. Le problème des ressources a continué à constituer un obstacle aux activités opérationnelles tant pour les pays bénéficiaires que pour le secrétariat. D'une part, les graves difficultés financières auxquelles se heurtent les pays en transition réduisent leurs possibilités dans plusieurs domaines, qu'il s'agisse d'accueillir des réunions et des ateliers (le budget ordinaire de la CEE ne prévoit pas de ressources à cet effet), d'exécuter des projets opérationnels ou de participer aux réunions de la CEE. En conséquence, ces pays ne tirent pas pleinement avantage de leur appartenance à la CEE.

25. D'autre part, les ressources humaines et financières de la CEE qui sont consacrées à ses activités opérationnelles sont elles aussi limitées et n'augmenteront probablement pas dans un proche avenir. De plus, le montant des fonds extrabudgétaires fournis par des Etats membres aux fins des activités opérationnelles est resté faible. Bien que tout soit mis en oeuvre pour que les ressources existantes puissent être utilisées de manière plus efficace, **il faut que des institutions financières nationales et internationales fournissent les ressources supplémentaires nécessaires pour financer ces activités.**

26. Compte tenu de ce qui précède, il est proposé :

- **que la Commission décide d'accorder la priorité aux demandes émanant de groupements ou initiatives sous-régionaux**, compte tenu de "l'effet multiplicateur" de l'assistance fournie de cette façon;
- **que la Commission se préoccupe principalement des pays ou des groupes de pays qui ne bénéficient pas d'une priorité dans l'aide accordée par l'OCDE et la Commission européenne**. A cet égard, il est intéressant de noter que l'OCDE a maintenant réduit ses activités d'assistance technique et les a recentrées sur un petit nombre de pays n'appartenant pas à cette organisation, tandis que la Commission européenne fait porter l'essentiel de ses efforts sur des pays qui se trouvent dans la phase de "préadhésion".
- **que la Commission étudie sérieusement les moyens de faciliter la participation aux réunions de la CEE de représentants des pays en transition les plus défavorisés**. Il s'agit là d'un point jugé très important car la participation aux réunions ordinaires est pour les pays le meilleur moyen de se familiariser avec les instruments mis au point par la Commission et de s'assurer que leurs préoccupations spécifiques sont prises en considération. C'est également le meilleur moyen de créer un réseau de partenaires pouvant fournir des avis ponctuels, voire acheminer l'aide bilatérale. En conséquence, une participation active aux réunions et, en particulier, aux réunions techniques, est un moyen efficace de renforcer la capacité d'un pays à appliquer les instruments de la CEE.

27. Comment peut-on faciliter cette participation ? Certains moyens sont bien connus. L'un consiste à demander soit à un pays donateur, soit à la Commission européenne de prendre en charge directement les frais correspondants, et il y a lieu de saluer ici les efforts faits par Eurostat pour financer la participation d'experts de ces pays à de nombreuses réunions de statisticiens. Le second moyen consiste pour chaque organe subsidiaire principal à programmer un atelier la veille de sa session, et à inviter des participants des pays concernés de façon à réduire au minimum les frais de voyage. Cela n'est possible que si les fonds d'affectation spéciale pertinents sont réapprovisionnés.

28. Parallèlement aux efforts susmentionnés, il est également **nécessaire d'investir dans les technologies de l'information** car les progrès réalisés dans ce domaine ouvrent de nouvelles possibilités d'échanger des informations et des idées de manière efficace et rapide. Le recours à l'informatique permet de compenser en partie l'absence d'un pays à une réunion donnée. En outre, il permet au secrétariat de répondre aux demandes d'assistance que lui adressent les pays membres en ouvrant des "pages d'accueil" sur Internet. L'utilisation de cette technologie dans le travail de la CEE, notamment pour ses activités opérationnelles, mérite donc d'être étudiée sérieusement et intensifiée.

Tableau 1. Activités des conseillers régionaux

Division	Pays où se sont rendus les conseillers	Objet de l'activité
Energie	Bélarus	- Rendre compte de l'état d'avancement du projet BYE/004/93 lors de l'atelier sur les économies d'énergie et l'approvisionnement énergétique des villes, 28-31 octobre 1997
	Bosnie-Herzégovine	- Animer une réunion consacrée à un projet de la SECI dans le domaine du gaz, 16-20 février 1998
	Géorgie	- Participation à une réunion consultative sur l'exécution de projets relatifs à l'efficacité énergétique en Géorgie, 12-17 octobre 1997
	Hongrie	- Deuxième session du Groupe de projet de la SECI sur les zones de démonstration de l'efficacité énergétique; Atelier sur l'élaboration et le financement de projets à l'intention des pays en transition, 22-25 septembre 1997
	Fédération de Russie	- Développement de la coopération régionale dans le domaine de l'énergie, République de Bachkirie, 16-19 septembre 1997 - Consultations avec la Commission économique interétatique de la CEI au sujet du Projet commun dans le domaine de l'énergie et réunion des directeurs des Zones de démonstration de l'efficacité énergétique, 18-27 octobre 1997 - Réunion des directeurs des Zones de démonstration de l'efficacité énergétique de la Fédération de Russie; élaboration du projet relatif à la politique d'efficacité énergétique en CEI, 3-12 décembre 1997 - Examen du projet "Efficacité énergétique 2000" avec le représentant du Ministère de la science et de la technologie; présentation d'un exposé lors du cours de formation, 11-16 février 1998
	Ukraine	- S'entretenir avec les cadres dirigeants des Zones de démonstration de l'efficacité énergétique; aider l'équipe locale à élaborer le programme d'économies d'énergie dans les établissements humains du Ministère de la défense ukrainien, 28 juillet - 1er août 1997
Environnement	Autriche	- Participation à la 1ère réunion du Groupe de projet de la SECI chargé du "Programme de remise en état du Danube", 2-4 décembre 1997
	Belgique	- Consultations et réunion d'appel de fonds avec l'Union européenne, 25 novembre 1997 - Consultations avec des hauts fonctionnaires de l'OTAN sur les problèmes d'environnement transfrontières et avec des représentants officiels de l'Union européenne et d'ONG au sujet des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, 12 janvier 1998
	Bosnie-Herzégovine	- Consultations avec les autorités gouvernementales, des entreprises, des ONG et des organismes d'aide au sujet de la mise en évidence des problèmes d'environnement ainsi que de la formulation et de l'élaboration de projets, 8-12 juillet 1997

Tableau 1. Activités des conseillers régionaux

Division	Pays où se sont rendus les conseillers	Objet de l'activité
Environnement (suite)	Croatie	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations avec les autorités gouvernementales, des entreprises, des ONG et des organismes d'aide au sujet de la mise en évidence des problèmes d'environnement ainsi que de la formulation et de l'élaboration de projets, 8-12 juillet 1997 - Aider à élaborer le projet relatif à la protection intégrée et durable de l'eau et à la prévention de la pollution dans les pratiques agricoles dans le cadre de la Convention sur l'eau de la CEE, 16-19 décembre 1997
	Estonie	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations avec les autorités nationales et locales au sujet d'un projet sur les déchets chimiques, 28-29 octobre 1997; contribution au Forum de Narva, 30 octobre - 1er novembre 1997 - Préparation du programme de la Conférence de la CEE sur la protection des lacs internationaux, 27-28 novembre 1997
	Finlande	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à la 1ère réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, 2-4 juillet 1997
	France	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à une conférence sur l'environnement en Fédération de Russie, organisée par le Conseil de l'Europe, 10 décembre 1997
	Géorgie	<ul style="list-style-type: none"> - Coopération à l'Atelier de formation sur l'importance des conventions de la CEE et leur application dans les pays transcaucasiens, 16-22 novembre 1997
	Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> - Mission auprès de l'Agence allemande de coopération technique pour décrire les activités consultatives et solliciter une coopération et un parrainage, 23-25 juillet 1997 - Consultations avec les autorités allemandes responsables de l'environnement, 19-20 septembre 1997
	Kirghizistan	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution à la réunion des coordonnateurs des plans nationaux d'action environnementale à Bichkek. Consultations avec les autorités kirghizes au sujet des besoins et des projets, 11-21 avril 1997
	Lituanie	<ul style="list-style-type: none"> - Etude de la performance environnementale de la Lituanie, 1er-8 octobre 1997
	République de Moldova	<ul style="list-style-type: none"> - Etude de la performance environnementale de la République de Moldova, 12-21 mai 1997
	Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations avec les autorités néerlandaises en vue de la collecte de fonds et d'une coopération, 25-27 novembre 1997
	Pologne	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution à la Conférence internationale sur la gestion des eaux transfrontières en Europe, 21-24 septembre 1997

Tableau 1. Activités des conseillers régionaux

Division	Pays où se sont rendus les conseillers	Objet de l'activité
Environnement (suite)	Fédération de Russie	- Contribution au séminaire de la municipalité de Moscou sur l'amélioration de la sécurité industrielle dans les entreprises moscovites, 7-10 décembre 1997
	Suède	- Contribution à la Conférence du Conseil de l'Europe sur la sûreté nucléaire et les démocraties locales et régionales, 24-26 juin 1997
	Ukraine	- Participation au Comité directeur du Programme visant à promouvoir le développement durable et examen des priorités de la coopération en matière d'environnement, 21-23 mai 1997 - Contribution à l'Atelier sur les stocks de pesticides périmés, Kiev, 11-13 juin 1997 - Fourniture d'avis au sujet d'un projet bilatéral relatif à la sécurité des produits chimiques industriels à l'usine d'Azot (Rovno, Ukraine); échange de vues sur des propositions de projets avec les autorités ukrainiennes, à Kiev, 4-10 août 1997
	Royaume-Uni	- Consultations avec le Centre for Petroleum, Mineral Law and Policy, Université de Dundee (Ecosse); élaboration d'un projet sur les services consultatifs juridiques dans le cadre des Conventions de la CEE relatives à l'eau, Université de Dundee (Ecosse); conférence sur les Conventions de la CEE relatives à l'environnement, Université de Dundee (Ecosse), 6-8 février 1998
	Etats-Unis	- Présentation d'exposés à la Banque mondiale, 2-6 novembre 1997; collecte de fonds auprès de l'USAID, de l'EPA des Etats-Unis, du PNUD et du FEM, 6-9 novembre 1997
Statistiques	France	- Participation à la réunion conjointe OCDE/CEE/EUROSTAT sur les comptes nationaux et aux travaux du Comité d'organisation de la réunion de 1998 du Groupe de Canberra sur les statistiques du patrimoine national, 3-7 juin 1997
	Luxembourg	- Participation à la réunion du Groupe de travail sur la coopération entre l'UE et les pays d'Europe centrale, les Etats nouvellement indépendants et la Mongolie dans le domaine statistique, 14 mai, et à la réunion du Comité directeur pour la coopération entre l'UE et les pays d'Europe centrale dans le domaine statistique, 15-16 mai 1997 (14-16 mai)
	Fédération de Russie	- Consultations avec des dirigeants de GOSKOMSTAT (Moscou), en vue de fournir une assistance technique pour améliorer les statistiques du patrimoine national en Russie, 6-10 octobre 1997
	Ukraine	- Participation à la Réunion du Comité directeur chargé de coordonner l'assistance technique dans le domaine des statistiques des pays de l'ex-Union soviétique, 20-21 mai 1997 (19-22 mai)

Tableau 1. Activités des conseillers régionaux

Division	Pays où se sont rendus les conseillers	Objet de l'activité
Statistiques (<u>suite</u>)	Etats-Unis	- Participation au Groupe de travail intersecrétariat sur la comptabilité nationale, Siège de l'ONU, New York, 3-6 mai 1997
Commerce	Autriche	- Visite à l'ONUDI pour discuter de la promotion des investissements, 18 juin 1997
	Belgique	- SECI, réunion de coordination avec la Banque mondiale et la Commission européenne, 22 janvier 1998 - Assister à la Réunion du Groupe de travail sur le commerce et l'investissement dans une Europe en voie d'élargissement au Centre d'études de la politique européenne (CEPS), 5-6 février 1998
	Bulgarie	- Participation à la deuxième Réunion du Groupe de projet sur les transports dans le cadre du projet No 4 de la SECI, 27-29 janvier 1998
	Croatie	- Réunion du Groupe d'experts du système CET avec les autorités croates, 17-18 novembre 1997
	République tchèque	- Participation au cinquième Forum économique de l'OSCE et présentation d'un exposé, 11-13 juin 1997
	France	- Participation à une conférence chargée d'examiner les privatisations en Roumanie, organisée par l'OCDE (le Conseiller régional a assuré les fonctions de rapporteur et présenté un discours d'orientation) (16-17 octobre 1997) - Participation à la réunion entre le Département de la défense des Etats-Unis et l'AFNOR consacrée à l'évaluation des normes nationales, octobre 1997
	Allemagne	- Réunion CET, 11 juillet 1997
	Grèce	- Réunion d'un groupe de projet de la SECI, 1er-3 mars 1997 - Réunion d'un groupe de projet de la SECI, 15-16 mai 1997 - Réunion du Conseil consultatif des entreprises de la SECI, 26 juin 1997 - Réunion de projet de la SECI, 1er-3 juillet 1997 - Réunion du groupe de projet de la SECI sur le passage des frontières, 8-9 octobre 1997 - Présentation de la SECI et du projet de facilitation du passage des frontières au deuxième Congrès balkanique des transitaires, 27-29 novembre 1997

Tableau 1. Activités des conseillers régionaux

Division	Pays où se sont rendus les conseillers	Objet de l'activité
Commerce (<u>suite</u>)	Hongrie	- Intervention lors de la Conférence nationale hongroise sur l'EDI; réunions avec des responsables du Ministère de l'industrie et du commerce, SECI et réunion avec les responsables du développement du commerce multinational dans le cadre du Programme PHARE, 18-20 juin 1997 - Participation à la Conférence sur la politique commerciale et l'investissement dans le cadre du Programme PHARE, 19-20 juin 1997
	Kazakhstan	- Participation à la Réunion de l'OSCE et présentation d'un exposé, 22-24 octobre 1997
	Lettonie	- Présentation d'un exposé à la Réunion de l'OCDE, 24-26 novembre 1997
	Pologne	- Participation à la cinquième Conférence nationale polonaise sur l'EDI, notamment à une réunion spéciale avec des représentants du Gouvernement pour relancer le Comité national de facilitation du commerce, 3-6 juin 1997
	Fédération de Russie	- Conduire les négociations sur les problèmes de développement de la coopération entre la République du Tatarstan et la CEE-ONU, 8-9 juillet 1997
	Suisse	- Réunion avec Monsieur l'ambassadeur Schifter et des représentants de la FIATA et les douanes suisses pour discuter de la deuxième phase du projet de la SECI sur le passage des frontières, 8 décembre 1997
	Thaïlande	- Conférence sur le financement des projets de développement, 23-28 juin 1997
	Turquie	- Participation à la Réunion du Conseil consultatif des entreprises de la SECI, 11-13 décembre 1997
	Ukraine	- Consultations au Ministère de l'économie, au Ministère des relations économiques extérieures et à l'Agence nationale pour la reconstruction et le développement au sujet des activités de la CEE qui pourraient présenter un intérêt pour l'Ukraine, 25-28 août 1997 - Participation à l'Atelier CEE/CEMN sur les PME et le commerce extérieur et intervention lors de cet atelier, 13-14 novembre 1997
	Royaume-Uni	- Participation à la Réunion du Groupe consultatif de l'immobilier, 20-21 octobre 1997 - Mise au point de la version définitive du programme de la Réunion du WP.5 et présentation d'un exposé à la Réunion de l'association industrielle BSA et des commanditaires potentiels en vue du forum du WP.5 en mai 1998; Réunion avec les autorités britanniques au sujet d'un projet en Estonie, 16-20 janvier 1998
	Etats-Unis	- Participation à des réunions pour discuter du financement de projets de la SECI avec le PNUD, la Banque mondiale, l'administration des douanes américaines et le Département d'Etat des Etats-Unis, 28-30 mai 1997

Tableau 1. Activités des conseillers régionaux

Division	Pays où se sont rendus les conseillers	Objet de l'activité
Transports	Autriche	- Participation à une réunion avec le bureau TINA de la Commission européenne, 4 novembre 1997 - Participation à la Réunion du Comité directeur du projet TER, 4-5 décembre 1997
	Bélarus	- Participation à la Conférence internationale sur le développement des systèmes de communication, 28-31 octobre 1997
	Belgique	- Participation au Groupe de travail des transports du G-24, 2-3 décembre 1997
	Bulgarie	- Préparation de la Réunion de la SECI, 3-5 mai 1997 - Participation à la Réunion de la SECI sur l'infrastructure des transports, 27 mai 1997 - Participation à la deuxième Réunion du Groupe spécial de projet sur les transports (SECI), 27-29 janvier 1998
	Hongrie	- Le Conseiller régional a apporté son concours au Groupe de travail du TER sur l'infrastructure et le développement (WP.1), 11-13 juin 1997 - Il a participé à une réunion de travail au Bureau central du projet du TER du 15 au 18 septembre 1997 - A la demande du Ministère des transports, de la communication et de la gestion de l'eau, il a fait des suggestions concernant le fonctionnement du Centre hongrois de formation dans le domaine des transports, 4 novembre 1997
	Fédération de Russie	- A l'invitation de l'OCDE, participation à la Conférence organisée sur le thème "Approche régionale de la restructuration industrielle du complexe de Tomsk", 3-6 juin 1997 - A la demande du Ministère des transports, fourniture d'une aide pour l'élaboration de documents en vue de la Conférence internationale euro-asiatique sur les transports, 23-24 décembre 1997
	Slovaquie	- Participation à la table ronde sur le financement de l'autoroute TEM, 12-14 novembre 1997
	Thaïlande	- A la demande de la CESAP, participation à une réunion d'un groupe d'experts de haut rang, 16-21 juin 1997
	Turquie	- Participation à la Conférence sur les entreprises de la CEMN, 28-30 avril 1997, entretiens avec le secrétariat de la CEMN, 1er mai 1997
	Turkménistan	- Participation à la Conférence de négociation d'un accord-cadre sur le transport de transit entre les pays d'Asie centrale et les pays voisins, 18-20 novembre 1997
	Ukraine	- Participation à la Conférence internationale sur les transports en mer Noire, 15 mai 1997

Tableau 1. Activités des conseillers régionaux

Division	Pays où se sont rendus les conseillers	Objet de l'activité
Unité de coordination des activités opérationnelles	Bélarus	- Participation à la Conférence internationale intitulée "La Communauté d'Etats indépendants a six ans : problèmes et perspectives", Minsk, 2-4 mars 1998
	France	- Le Conseiller régional s'est rendu au Conseil de l'Europe et a eu des consultations sur la coopération entre la CEE et le Conseil de l'Europe et les actions communes, 17-18 décembre 1997
	Hongrie	- Participation et contribution aux débats lors de la Conférence sur le financement des PME en Europe centrale et orientale, 5-8 juin 1997 - Participation à la 18ème Académie sur les sciences de l'organisation consacrée aux méthodes européennes de coopération en matière de passage des frontières, 30 juin - 2 juillet 1997 - Cours de formation au microcrédit, 10-14 septembre 1997
	Kazakhstan	- Participation à l'Atelier sur le développement du secteur privé et les privatisations dans le secteur industriel de certains pays d'Asie centrale en transition, 12-17 mai 1997 - Consultations avec le Président et les autorités du Kazakhstan au sujet du Programme spécial pour les économies d'Asie centrale (SPECA), 2-4 octobre 1997 - Participation à la réunion de hauts fonctionnaires des pays d'Asie centrale sur les questions relatives au SPECA, 25-27 février 1998
	Kirghizistan	- Consultations avec le Président et les autorités du Kirghizistan au sujet des questions relatives au SPECA, 22-23 décembre 1997
	Roumanie	- Participation à la première Réunion du Groupe de projet de la SECI sur les politiques financières propres à renforcer les PME, 25 avril 1997 - Participation à la Réunion du Conseil consultatif des entreprises de la SECI sur les PME, 9 septembre 1997 - Deuxième Réunion du Groupe de projet de la SECI sur les politiques financières propres à favoriser les PME grâce à des systèmes de microcrédit et de garantie du crédit, 2-3 octobre 1997

Tableau 1. Activités des conseillers régionaux

Division	Pays où se sont rendus les conseillers	Objet de l'activité
Unité de coordination des activités opérationnelles (suite)	Fédération de Russie	<ul style="list-style-type: none"> - Préparation de la coordination de la Conférence avec l'OCDE, 1er-2 juin 1997 - Participation à la conférence organisée par l'OCDE sur le thème "Approche régionale de la restructuration industrielle dans le complexe de Tomsk", 3-5 juin 1997 - Organisation de la Conférence au sommet de la CEI et participation aux travaux, 18-20 juin 1997 - Consultation des autorités de la République du Tatarstan (Fédération de Russie) au sujet des problèmes de coopération avec la CEE-ONU, 8-9 juillet 1997 - Consultations au Comité économique interétatique de la CEI ainsi qu'avec de hautes personnalités du Gouvernement de la Fédération de Russie, 1er-8 septembre 1997 - Participation au Sommet économique de Saint-Petersbourg (Fédération de Russie), 18-20 juin 1997
	Slovénie	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à la neuvième Réunion plénière du Groupe de travail des PME de l'Initiative de l'Europe du Centre, 5-7 mai 1997
	Tadjikistan	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations avec le Président et les autorités du Tadjikistan sur les questions relatives au SPECA, 9-10 février 1998
	Turquie	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à la Réunion du Conseil consultatif des entreprises, 11-13 décembre 1997
	Turkménistan	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations avec le Président et les autorités gouvernementales du Turkménistan au sujet des questions relatives au SPECA, 20-22 janvier 1998
	Ukraine	<ul style="list-style-type: none"> - Consultations au Ministère de l'économie, au Ministère des relations économiques extérieures et à l'Agence nationale pour la reconstruction et le développement au sujet des activités de la CEE qui pourraient présenter un intérêt pour l'Ukraine, 25-28 août 1997 - Participation à l'Atelier de la CEMN sur les PME et leur rôle dans le commerce extérieur, 11-12 novembre 1997
	Ouzbékistan	Consultations avec le Gouvernement ouzbek au sujet des questions relatives au SPECA, 5-6 octobre 1997

Tableau 2. Ateliers, séminaires, cours de formation et voyages d'étude

Division	Titre
Analyses économiques	<u>Atelier</u> 1. Atelier sur l'utilisation des échantillons provenant des recensements, Genève, 3-4 octobre 1997
Energie	<u>Ateliers</u> 1. Atelier sur le rôle de l'amélioration de l'utilisation du potentiel hydroélectrique primaire et secondaire aux fins de la protection de l'environnement, Slovaquie, 13-15 mai 1997 2. Atelier international sur l'énergie solaire appliquée, Tachkent (Ouzbékistan), 9-14 juin 1997 3. Atelier sur l'électrotechnique et les techniques d'éclairage ENERGETIRA96, Slovénie, 14-16 mai 1997 4. Atelier sur le matériel et les technologies permettant d'économiser l'énergie, Kazakhstan, 14-17 mai 1997 5. Atelier sur la tarification du gaz dans la région de la CEE et ses incidences sur le prix du gaz dans les pays en transition, Pays-Bas, 19-22 mai 1997 6. Atelier sur la réparation des conduites de distribution du gaz de ville, France, 20-21 mai 1997 7. Atelier sur le zonage géodynamique, Saint-Pétersbourg, 24-26 juin 1997 8. Atelier sur l'élaboration de projets, Budapest (Hongrie), 22-26 septembre 1997 9. Atelier sur la modernisation et le renforcement des systèmes de transport du gaz naturel, Ukraine, 24-27 septembre 1997 10. Atelier sur la fiscalité minière dans le monde, Saint-Pétersbourg, 9-10 octobre 1997 <u>Cours de formation</u> 1. Cours de formation sur l'ingénierie financière, Saint-Pétersbourg (Russie), 14-18 avril 1997 2. Cours de formation sur la planification des activités commerciales et l'ingénierie financière, Saint-Pétersbourg, 16-18 juillet 1997 3. Cours de formation sur la planification des activités commerciales et l'ingénierie financière, Nijni-Novgorod (Russie), 16-19 février 1998
Environnement	<u>Ateliers/séminaires</u> 1. Atelier sur l'analyse, la validation et la communication des données, République tchèque, 7-30 avril 1997 2. Atelier sur les stratégies de surveillance de la pollution atmosphérique, Suède, 2-4 juin 1997

Division	Titre
Environnement	<p><u>Ateliers/séminaires (suite)</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Huitième Conférence sur la recherche urbaine et régionale, Espagne, 5-9 juin 1997 4. Séminaire sur les modèles d'évaluation intégrée en vue d'un protocole sur une approche multipolluants/multieffets, Autriche, 4-5 septembre 1997 5. Atelier sous-régional sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans les pays en transition, République de Moldova, 22-24 septembre 1997 6. Atelier sur la gestion des eaux transfrontières en Europe, Pologne, 22-25 septembre 1997 7. Atelier sur la prévention de l'épuisement des eaux souterraines dans les grands bassins hydrographiques, Hongrie, 7-9 octobre 1997 8. Atelier CEE-ONU/OCDE sur le rôle des instruments économiques dans l'intégration de la politique de l'environnement dans les politiques sectorielles, République tchèque, 8-10 octobre 1997 9. Deuxième Réunion de fonctionnaires responsables de l'administration des biens fonciers, Pologne, 27 octobre 1997 10. Atelier sur le cadastre polonais, 27-28 octobre 1997 11. Atelier consacré aux limites critiques et à l'élaboration d'une approche fondée sur les effets en ce qui concerne les métaux lourds et les polluants organiques persistants, Allemagne, 3-7 novembre 1997 12. Atelier sur les moyens d'encourager les initiatives locales en faveur de modes de consommation durables, Autriche, 2-4 février 1998 <p><u>Cours de formation</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Cours de formation sur la mise en oeuvre des Conventions de la CEE relatives à l'eau, à l'évaluation de l'impact sur l'environnement et aux accidents industriels, Géorgie, 17-21 novembre 1997
Statistiques	<p><u>Ateliers</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Réunion des donateurs pour les recensements afin d'aider les Etats nouvellement indépendants de l'ex-URSS et la Yougoslavie à prendre contact avec des donateurs potentiels pour la série de recensements de l'an 2000, Genève, 26 septembre 1997 2. Atelier CEE/PNUD concernant la communication de données sur le développement humain et les tendances sociales, Bratislava, 14-19 novembre 1997

Division	Titre
Statistiques (<u>suite</u>)	<p data-bbox="497 309 751 336"><u>Ateliers (suite)</u></p> <p data-bbox="497 347 1426 468">3. Projet de formation aux recensements CEE/FNUAP - Atelier à l'intention de la CEI sur les résultats et les leçons à tirer des recensements pilotes effectués en 1997, Moscou, 2-6 décembre 1997</p> <p data-bbox="497 481 1410 571">4. Atelier CEE/PNUD concernant la communication de données sur le développement humain et les tendances sociales, Bled (Slovénie), 11-16 décembre 1997</p> <p data-bbox="497 584 1410 674">5. Atelier CEE/PNUD concernant la communication de données sur le développement humain et les tendances sociales, La Valette (Malte), 19-23 janvier 1998</p> <p data-bbox="497 701 735 728"><i>Ateliers prévus</i></p> <p data-bbox="497 741 1410 831">6. Atelier CEE/PNUD concernant la communication de données sur le développement humain et les tendances sociales, Kiev, 4-7 mars 1997</p> <p data-bbox="497 844 1362 902">7. Atelier CEE/PNUD sur le budget des ménages et les enquêtes sur la pauvreté, Minsk, 12-17 mars 1998</p> <p data-bbox="497 916 1442 1064">8. Projet de formation aux recensements CEE/FNUAP - Deuxième atelier sur les résultats des recensements pilotes dans les pays de la CEI : problèmes de contenu et de traitement des données, Moscou, 31 mars - 4 avril 1998</p> <p data-bbox="497 1090 788 1117"><u>Cours de formation</u></p> <p data-bbox="497 1131 1426 1220">1. Réunion spéciale (de formation) CEE/OCDE des experts en comptabilité nationale des pays de la CEI, Genève, 20-24 octobre 1997</p> <p data-bbox="497 1234 1362 1323">2. Cours de formation sur les notions de base et les définitions utilisées aux fins des recensements, Moscou, 28 octobre - 2 novembre 1997</p> <p data-bbox="497 1337 1442 1426">3. Session spéciale de formation sur les indices des prix à la consommation à l'intention des pays en transition, Genève, 27 novembre 1997</p> <p data-bbox="497 1440 1378 1529">4. Cours de formation à l'utilisation du SIG dans les recensements de la population, Bélarus, 16-21 février 1998</p> <p data-bbox="497 1556 671 1583"><i>Cours prévu</i></p> <p data-bbox="497 1597 1394 1655">5. Cours de formation sur le traitement des données de recensement, Croatie, 22-28 mars 1998</p> <p data-bbox="497 1682 724 1709"><u>Voyage d'étude</u></p> <p data-bbox="497 1722 1410 1780">1. Voyage d'étude dans les pays de la CEI pour observer le recensement pilote au Bélarus, novembre 1997</p>

Division	Titre
Commerce	<p><u>Ateliers/séminaires</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Forum sur les perspectives de promotion des investissements étrangers directs dans les pays à économie en transition, Genève, 29-30 septembre 1997 2. Atelier sur les nouvelles tendances dans le domaine de l'éclaircissage, Slovaquie, 8-12 septembre 1997 3. Séminaire sur la recherche chimique et l'évolution du rôle des organismes de R-D, Pologne, 7-11 octobre 1997 4. Atelier sur le financement du commerce dans les pays en transition : moyens pratiques de soutenir les exportations et les importations, Genève, 27-28 novembre 1997 5. Atelier sur l'expérience de la République tchèque en ce qui concerne les problèmes de transition, Genève, 10 décembre 1997 <p><i>Manifestations prévues</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 6. Atelier sur les aspects économiques des techniques non polluantes et de la gestion de l'énergie et des déchets dans l'industrie sidérurgique, Autriche, 22-24 avril 1998 7. Séminaire sur les formations forestières présentant des difficultés de réalisation, France, 20-24 avril 1998 <p><u>Cours de formation</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Atelier/cours de formation sur la commercialisation des sciages, Arkhangelsk (Russie), 24-28 novembre 1997 <p><u>Voyages d'étude</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Voyage d'étude consacré au secteur des forêts et des industries forestières dans les pays Baltes, 4-10 mai 1997 2. Voyage d'étude sur l'industrie sidérurgique de la République de Corée, 9-15 novembre 1997
Transports	<p><u>Ateliers</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Atelier sur les statistiques des transports urbains de voyageurs et les statistiques de l'environnement, Washington, 12-15 mai 1997 2. Atelier sur l'amélioration de la sécurité des transports ferroviaires compte tenu de l'accroissement de la vitesse, Paris, 22-24 septembre 1997 3. Table ronde TER sur les derniers développements dans le secteur des chemins de fer, Eger (Hongrie), 22-24 septembre 1997

Division	Titre
Transports (<u>suite</u>)	<p><u>Ateliers (suite)</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Table ronde sur les problèmes effectifs de transport que connaissent les pays participant au projet TEM, Budapest, 23-25 avril 1997 5. Cours de formation à la gestion des projets de transports, Varsovie, 16-20 juin 1997 6. Cours de formation sur les logiciels d'aide à la prise de décisions concernant le calendrier optimal pour les prêts, Budapest, 20-22 octobre 1997 7. Table ronde sur le financement de la TEM, Modra (Slovaquie), 12-14 novembre 1997
Unité de coordination des activités opérationnelles	<p><u>Ateliers</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Conférence internationale sur l'enseignement supérieur, la recherche et l'industrie dans les pays d'Europe en transition, Lettonie, 4-7 octobre 1997 2. Atelier sur les PME et leur rôle dans le commerce extérieur, Ukraine, 12-15 novembre 1997 <p><i>Ateliers prévus</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Atelier sur les PME et l'esprit d'entreprise, Roumanie, 5-10 mai 1998 4. Atelier sur les meilleures pratiques en matière de financement des PME, Genève, 14-15 mai 1998 5. Atelier sur un mécanisme de financement des sources d'énergie renouvelables au Kazakhstan et au Kirghizistan, Kazakhstan, octobre 1998 <p><u>Cours de formation</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Cours de formation au microcrédit, Hongrie, 11-13 septembre 1997 <p><i>Cours de formation prévu</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Cours de formation sur le rôle de l'Etat dans la création d'institutions publiques ayant pour mission de créer des entreprises et de soutenir les PME, Italie, avril 1998

Tableau 3. Activités opérationnelles pour les groupements/les initiatives spéciales/
les programmes sous-régionaux

Groupements/initiatives spéciales/programmes sous-régionaux	Activités
Coopération économique de la mer Noire (CEMN)	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Organisation conjointe de l'Atelier</u> sur les PME et leur rôle dans le commerce extérieur, Ukraine, novembre 1997 - <u>Il a été décidé de réaliser conjointement des études sur les sujets suivants :</u> a) "La situation énergétique dans la région de la CEMN" et b) "Elaboration de politiques énergétiques dans la région de la CEMN et fixation des priorités et objectifs correspondants"; un colloque commun sera ensuite organisé sur le second sujet - Le secrétariat de la CEE apportera aussi son concours à une <u>étude de faisabilité</u> sur le réseau électrique interconnecté de la CEMN - Il a été proposé de procéder en commun à un examen de la situation en ce qui concerne l'aménagement de zones de démonstration de l'efficacité énergétique dans les pays de la CEMN et les mécanismes financiers à mettre en place pour exécuter des <u>projets relatifs à l'efficacité énergétique</u> dans ces zones - Les projets de la SECI concernant le passage des frontières et les réseaux de distribution d'électricité doivent être étendus aux pays intéressés de la CEMN

Groupements/initiatives spéciales/programmes sous-régionaux	Activités
Initiative de l'Europe centrale	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Participation à des réunions</u> organisées par le Groupe de travail de l'Initiative sur les PME (Réunion des ministres responsables du développement des PME, Autriche, avril 1997, et neuvième réunion plénière du Groupe de travail, Slovénie, mai 1997) - <u>Réunion</u> consultative CEE/Initiative de l'Europe centrale tenue à Genève en juillet 1997 - Fourniture d'une assistance au Groupe de travail de l'Initiative sur les PME pour l'aider à <u>préparer des programmes de travail et des projets</u> en vue d'une coopération future - Deux <u>propositions de projets</u> dans le domaine du développement énergétique durable ont été élaborées et envoyées au secrétariat de l'Initiative pour examen. Elles portent sur les sujets suivants : efficacité énergétique et sécurité environnementale dans les pays d'Europe centrale et analyse de la situation énergétique et de la sécurité énergétique de la région
Communauté d'Etats indépendants (CEI)	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Les domaines de coopération prioritaires ci-après ont été examinés et approuvés</u> : analyses et statistiques économiques, protection de l'environnement, énergie, transports, développement du commerce et de l'esprit d'entreprise - <u>Organisation</u> de la <u>Conférence</u> sur le développement durable des pays à économie en transition, Minsk, avril 1997, en coopération avec le Conseil écologique inter-Etats et le Comité économique interétatique de la CEI - <u>Coopération</u> avec le Comité inter-Etats de statistique de la CEI

Groupements/initiatives spéciales/programmes sous-régionaux	Activités
Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est (SECI)	<p>- Elaboration de <u>propositions de projets</u> pour la première réunion du Comité de la SECI chargé de l'ordre du jour, janvier 1997. Six projets ont été retenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Facilitation du commerce - mesures destinées à surmonter les difficultés de passage des frontières (pays chef de file, Grèce) b) Infrastructure des transports - recensement des goulets d'étranglement le long des grands couloirs internationaux dans la région de la SECI et mesures à court terme pour les supprimer (pays chef de file, Bulgarie) c) Politiques financières visant à promouvoir les PME grâce à des systèmes de microcrédit et de garantie du crédit (pays chef de file, Roumanie) d) Réseau de zones de démonstration de l'efficacité énergétique dans l'Europe du Sud-Est (pays chef de file, Hongrie) e) Interconnexion des réseaux de distribution de gaz naturel, diversification de l'approvisionnement en gaz et amélioration de la sécurité de l'approvisionnement en Europe du Sud-Est (pays chef de file, Bosnie-Herzégovine) f) Programme de remise en état du Danube <p>Pour chacun des projets retenus, plusieurs réunions ont eu lieu. Le secrétariat de la CEE a contribué à l'organisation de ces réunions et établi des documents de base ainsi que les rapports de ces réunions.</p>

Groupements/initiatives spéciales/programmes sous-régionaux	Activités
	<p>A la dernière réunion du Comité chargé de l'ordre du jour, en janvier 1998, un projet supplémentaire a été arrêté :</p> <p>g) Interconnexion des réseaux de distribution d'électricité (pays chef de file, ex-République yougoslave de Macédoine)</p> <p>En outre, une proposition concernant un projet de coopération entre les bourses de la région a été élaborée et distribuée aux membres du Comité chargé de l'ordre du jour.</p> <p>Des efforts ont été faits pour obtenir un appui financier pour les projets et amener les milieux d'affaires à participer à leur exécution.</p>
Programme spécial pour les économies d'Asie centrale (SPECA)	<ul style="list-style-type: none"> - En coopération avec la CESAP, 32 <u>idées de projets</u> ont été <u>examinées</u> avec les pays susceptibles de participer à ces projets (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan). Les domaines sur lesquels ces projets devraient porter sont les suivants : questions et politiques de développement, transports, énergie, politique commerciale et promotion des échanges, environnement, mise en valeur et gestion des ressources naturelles, développement industriel et promotion des investissements, et technologie. - Il a été <u>décidé</u> que le Programme se composerait au départ de cinq projets qui présentent un intérêt commun pour les cinq pays et que chacun de ces pays assumerait la responsabilité de pays chef de file pour un projet. Un <u>comité consultatif régional</u> serait mis en place pour examiner le déroulement du programme et donner des instructions appropriées cependant que des <u>groupes de travail</u> seraient constitués pour chacun des cinq projets. Le Programme doit en principe être lancé officiellement lors d'une réunion au sommet des chefs d'Etat qui doit être convoquée par le Président du Kazakhstan au début de 1998. - Le Secrétaire exécutif de la CEE s'est rendu auprès des chefs d'Etat des cinq Républiques d'Asie centrale.

Annexe I

Activités opérationnelles par secteur - Informations descriptives

Promotion du commerce et de l'investissement

1. Les activités opérationnelles entreprises dans ce domaine ont été axées principalement sur la diffusion des meilleures techniques de promotion des investissements et des pratiques les plus performantes pour promouvoir l'investissement privé dans l'infrastructure (routes, chemins de fer, télécommunications, réseaux de production d'électricité, réseaux de distribution d'eau, etc.) et stimuler les investissements dans l'immobilier. Dans l'exécution de ces activités, les tendances ci-après ont été observées : une demande croissante de la part des pays en transition de la CEE de conseils de politique générale de grande qualité et un vif intérêt pour l'appui du secteur privé et des organisations internationales.

2. Un forum international sur les perspectives de promotion des investissements étrangers directs dans les pays à économie en transition a constitué l'une des principales manifestations organisées en 1997 par le secrétariat (Genève, septembre 1997) en coopération avec le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS) de la Banque mondiale. Pour la première fois, de nombreux représentants d'autorités municipales et régionales ont participé à ce forum, ce qui montre l'importance des efforts menés à l'échelon régional pour promouvoir l'investissement étranger. A partir des expériences qui ont été décrites, le Forum a présenté un modèle de normes pour aider les organismes municipaux et régionaux à mettre au point des stratégies et des techniques de promotion des investissements, afin de faire prévaloir leurs intérêts au sein de leurs administrations publiques et d'obtenir davantage de fonds de leurs propres gouvernements pour financer leurs activités.

3. Le Groupe d'experts CET ("Construction, exploitation, transfert") de la CEE-ONU créé en janvier 1996 a continué à mettre au point les pratiques les plus performantes pour attirer des capitaux privés afin de financer les infrastructures publiques dans chacun des secteurs pertinents. L'élaboration des directives concernant les "partenariats entre secteur public et secteur privé : une nouvelle conception du développement de l'infrastructure" s'est achevée en novembre 1997. Pour étudier la question de savoir comment stimuler les investissements dans l'immobilier, un groupe consultatif de l'immobilier a été constitué et une équipe spéciale a été mise en place pour se rendre dans les pays sur demande afin de déterminer les facteurs de blocage et les obstacles qui, dans les domaines juridique, financier et institutionnel, empêchaient le bon fonctionnement des marchés de biens immobiliers.

Facilitation et développement du commerce

4. La facilitation du commerce exige une volonté politique et des connaissances techniques. Le CEFAC, qui a été créé récemment, travaille à un modèle de transaction commerciale internationale (TCI) qui aidera à obtenir, au niveau ministériel, la compréhension et l'appui essentiels pour s'attaquer aux problèmes pratiques au niveau opérationnel. Des modèles nationaux pour la Hongrie, la Pologne et la Fédération de Russie ont été mis au point et

le secrétariat prête actuellement son concours à l'Ukraine, au Kazakhstan et à l'Albanie.

5. Dans le domaine de la facilitation du commerce, l'assistance fournie par la CEE a consisté à faire mieux connaître et appliquer toute une série de techniques, de normes et de recommandations relatives à la facilitation du commerce qui sont maintenant tenues à jour par le CEFACT. L'aide de la CEE a été élargie à l'Albanie, au Kazakhstan et à l'Ukraine en 1997. Le World Wide Web est de plus en plus utilisé pour diffuser et échanger des informations. La CEE a apporté un appui au projet de facilitation du passage des frontières de la SECI, en particulier pour simplifier et harmoniser les procédures et la documentation et promouvoir les comités nationaux de facilitation du commerce (comités dont le nom se termine par le suffixe PRO).

6. Au cours de l'année, des contributions ont été reçues aux fins de l'élaboration d'un programme d'assistance technique concernant l'EDIFACT/ONU à l'intention des pays d'Europe orientale. Ce programme devrait en principe être mis en oeuvre dans le courant de 1998.

7. L'assistance fournie pour le développement du commerce extérieur a été axée sur l'évaluation et la gestion des risques, la coopération entre les exportateurs d'une part, et les banques et les assureurs de l'autre, et l'organisation du financement des exportations dans les sociétés privées. Ces questions ont été examinées lors d'un atelier sur "Le financement du commerce dans les pays en transition : moyens pratiques de soutenir les exportations et les importations", qui s'est tenu à Genève en novembre 1997.

Efficacité énergétique et approvisionnement

8. Dans le secteur de l'énergie, une assistance a été fournie pour la réalisation d'analyses économiques et techniques, l'élaboration de politiques générales et la mise en place d'institutions, l'accent étant mis plus particulièrement sur l'efficacité énergétique et les technologies propres.

9. Les problèmes de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie ont été abordés par le biais de la création de zones de démonstration de l'efficacité énergétique et de la mise au point de mécanismes financiers propres à inciter des investisseurs étrangers à réaliser des projets relatifs à l'efficacité énergétique. Depuis avril 1996, les collaborateurs du projet "Efficacité énergétique 2000" s'occupent d'élaborer des normes, des plans d'entreprise, des projets d'investissement et de nouveaux mécanismes de financement. Ils coopèrent avec les services d'exécution des projets de la Banque mondiale et des fonctionnaires du Siège pour mettre au point des plans d'exploitation avec le concours de la Norvège, en vue d'investir dans des zones de démonstration dans huit villes russes. Un guide des investissements dans des projets d'efficacité énergétique en Fédération de Russie, élaboré avec le concours des Etats-Unis et de la Norvège, a été publié. La démarche décrite dans ce guide sera largement diffusée aux autres pays en transition par le biais du projet "Efficacité énergétique 2000" et portée à l'attention des investisseurs par l'intermédiaire du site Internet de la Banque mondiale.

10. Dans le cas de la SECI, un réseau d'experts de l'efficacité énergétique a été constitué, cependant qu'un dispositif de communication électronique a été mis en place sur le World Wide Web et qu'un plan concernant la façon dont les projets peuvent être exécutés a été mis au point.

11. Le programme de coopération technique intitulé "Promotion et développement d'une industrie gazière basée sur le marché dans les économies en transition (Centre du gaz)" a été mis sur pied en 1994 pour répondre à la demande des pays en transition qui avaient besoin d'un transfert efficace de politiques fondées sur les lois du marché et des connaissances correspondantes dans le domaine du gaz naturel. Actuellement, le Centre bénéficie de l'appui financier de 25 institutions appartenant à 19 pays, essentiellement de grandes sociétés pétrolières et gazières exerçant leurs activités en Europe occidentale et orientale et en Amérique du Nord. Il apporte son aide aux gouvernements et à l'industrie du gaz des pays en transition pour faciliter l'application de politiques, de pratiques et de principes reposant sur les lois du marché. Depuis sa création, le Centre du gaz a organisé neuf séminaires ou conférences sur les questions susmentionnées qui ont réuni plus de 900 participants venant de plus de 30 pays membres.

12. Deux autres priorités ont été définies : l'élaboration d'un manuel de formation concernant la tarification du gaz naturel et la constitution d'une base de données sur les principaux aspects d'une industrie gazière fondée sur le marché. Le manuel est conçu comme un instrument destiné à être utilisé par les formateurs dans différents pays en transition pour transférer le plus rapidement et le plus largement possible des connaissances sur les questions de fixation des prix et de tarification. Le premier manuel de formation de base a été publié en novembre 1997. La base de données couvre les principaux aspects d'une industrie gazière obéissant aux principes de l'économie de marché et elle portera sur tous les grands marchés du gaz de la région de la CEE. Un CD-Rom a été produit en décembre 1997.

13. Avec le concours d'une équipe spéciale créée par le Centre du gaz, une évaluation sommaire de la demande de gaz naturel dans les pays participant à la SECI et une évaluation plus détaillée de la demande et des possibilités d'approvisionnement de la Bosnie-Herzégovine ont été menées à bien; six projets d'établissement de nouveaux raccordements d'oléoducs, sur les 19 proposés, ont été retenus.

Développement des transports

14. L'assistance fournie dans le domaine des transports a consisté essentiellement à donner des avis sur l'application des conventions et accords de la CEE. En outre, deux ateliers ont été organisés pour venir en aide aux pays en transition. Le premier, qui s'est tenu à Washington, en mai 1997, avait pour objet d'examiner les moyens de renforcer les statistiques sur les transports urbains et régionaux de voyageurs et les répercussions de ces transports sur l'environnement afin de faciliter la tâche des décideurs responsables de la politique et de la planification des transports ainsi que des investissements dans ce domaine. Le second atelier a eu lieu à Paris en septembre 1997 pour examiner les aspects institutionnels liés à la sécurité des transports ferroviaires et présenter l'expérience pratique acquise par

les compagnies de chemins de fer s'agissant de définir les prescriptions techniques de sécurité applicables compte tenu de l'augmentation de la vitesse.

15. Les projets d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM) et de chemin de fer transeuropéen (TER) restent les principaux mécanismes pour fournir une assistance aux pays d'Europe centrale et orientale. Des ateliers, des tables rondes et des stages de formation, lors desquels une importance particulière a été accordée à l'efficacité des investissements, à l'analyse et à l'évaluation du coût et des avantages, au choix du moment optimal pour les investissements, aux analyses de sensibilité et de risques et aux avantages en dehors du secteur des transports, ont été organisés dans le contexte du projet TER. Les études d'impact sur l'environnement, les fonds routiers, les banques de données, les institutions financières internationales et les concessions d'exploitation de routes ont constitué les thèmes d'ateliers, de séminaires et de tables rondes relatifs au projet TEM. Dans le contexte du projet relatif à l'infrastructure routière de la SECI, la CEE a aidé à définir un grand nombre de petits projets d'infrastructure le long du couloir de transport paneuropéen qui devraient être soumis à des institutions financières internationales en vue d'un éventuel financement.

Gestion de l'environnement

16. Dans ce domaine, les activités opérationnelles portent essentiellement sur l'application des différentes conventions et du programme d'études de performance environnementale élaboré et mis en oeuvre sous la conduite du Comité des politiques de l'environnement de la CEE.

17. Dans le cadre de la Convention de la CEE sur l'eau, plusieurs projets opérationnels de surveillance des eaux transfrontières ont été mis en chantier et une assistance a été fournie à l'Azerbaïdjan, au Bélarus, à la Fédération de Russie, à la Géorgie, à la Hongrie, au Kazakhstan, à la Pologne, à la République tchèque, à la Roumanie, à la Slovaquie et à l'Ukraine. Le financement a été assuré au moyen de fonds provenant des projets PHARE et TACIS et/ou de contributions nationales. Trois grandes manifestations ont eu lieu depuis avril 1997 : un atelier sur l'information aux fins de la prise de décisions (Pologne, mai 1997); une Conférence internationale sur la gestion des eaux transfrontières en Europe (Pologne, septembre 1997); et un Atelier international sur la prévention de l'épuisement des eaux souterraines dans les grands bassins hydrographiques et les problèmes qui se posent entre le Danube et la Tisza (Hongrie, octobre 1997). Un atelier sur l'évaluation des risques sera organisé en Slovaquie en mars 1998.

18. Une Conférence parlementaire sur la législation relative à la sécurité environnementale et industrielle organisée par l'Assemblée nationale hongroise et le Centre régional de coordination de la CEE pour la prévention des accidents industriels s'est tenue à Budapest en octobre 1997. Elle a servi de cadre à un échange de données d'expérience et d'informations entre parlementaires, en particulier ceux des pays en transition, sur des questions relatives à la législation applicable en matière de sécurité de l'environnement et de l'industrie.

19. L'étude de la performance environnementale (EPE) de la Slovénie, qui a pour objet d'évaluer les politiques d'environnement menées par ce pays et de faire le bilan de sa gestion de l'environnement, a été achevée en mai 1997 et publiée avec le No 2 dans la série des EPE de la CEE. L'étude de la performance environnementale de la République de Moldova est presque terminée et les études concernant la Lettonie, le Kazakhstan et l'Ukraine ont débuté. La CEE a participé à la mission préparatoire que l'OCDE doit réaliser pour l'EPE de la Fédération de Russie et contribuera à l'étude elle-même.

20. Un atelier commun CEE/OCDE qui s'est tenu en République tchèque en octobre 1997 a débouché sur une série de projets de recommandations à l'intention des gouvernements des pays de la CEE en transition au sujet de l'application d'instruments économiques pour mieux intégrer la politique de l'environnement dans les politiques sectorielles.

Administration foncière et secteur du logement

21. Dans le domaine de l'administration foncière, la priorité est donnée à l'amélioration du cadastre et à l'enregistrement foncier qui sont essentiels pour le développement des investissements privés. Les Directives relatives à l'administration des biens fonciers ont été publiées et des mesures ont été prises pour encourager leur application. Une réunion spéciale sur le financement de projets relatifs à l'administration des biens fonciers a été organisée en mars 1997 en coopération avec la Banque mondiale.

22. Dans le secteur du logement, les activités opérationnelles de la CEE consistent essentiellement à élaborer des profils de pays et des études de cas sur la mise en oeuvre au niveau local de politiques de modernisation et de rénovation des logements. Des profils de pays dans le secteur du logement ont été élaborés par des équipes spéciales en Bulgarie et en Pologne et les préparatifs ont débuté en vue d'une étude en Slovaquie. Une étude de cas sur la modernisation a été établie pour Bratislava et d'autres sont prévues pour Budapest et Ljubljana.

Développement de l'esprit d'entreprise et des PME

23. Le programme de développement des PME a pour objet d'aider les pays à élaborer une politique nationale relative aux PME, à concevoir des programmes de promotion, à mettre en place l'infrastructure pertinente et à aider les nouveaux chefs d'entreprise. Le programme vise essentiellement à recueillir et à diffuser des statistiques et des informations sur la législation et les mesures promotionnelles, à développer les réseaux d'information, à préparer des études de cas et des documents d'information sur les questions relatives au développement des PME, à formuler des propositions de projets, à fournir des services consultatifs et à assurer une formation. Un appui a été apporté au Groupe de projet de la SECI responsable des politiques financières destinées à renforcer les PME.

24. Pour mieux diffuser les données d'expérience et les recommandations aux gouvernements, aux autorités locales et aux entreprises, une base de données sur le développement des PME a été mise en place sur le site Web de la CEE. Elle contient plus de 30 fiches d'information concernant les définitions,

les grandes orientations, les études de cas, la législation, le financement, etc., et elle indique plus de 15 liens directs avec des institutions s'occupant des PME. Un réseau d'information entre les services nationaux responsables des questions de politique générale relatives aux PME et les institutions oeuvrant en faveur des PME a été constitué et il est accessible sur le site Web de la CEE. Il a été récemment élargi à la Grèce et à la Turquie. Un document de la CEE faisant ressortir les modifications apportées récemment à la législation sur les PME et aux mesures de promotion est en préparation.

Statistiques

25. Les activités opérationnelles menées dans ce domaine complètent le programme ordinaire de la Conférence des statisticiens européens et sont étroitement intégrées aux activités des autres organismes de statistique de la région. Elles ont principalement pour objectif d'améliorer les moyens dont disposent les services nationaux de statistique pour fournir des statistiques sociales et démographiques provenant des recensements de la population et d'autres sources.

26. Deux projets ont été entrepris en Fédération de Russie et en Bulgarie en vue de préparer des études de cas sur l'amélioration des méthodes de mesure du patrimoine national dans les pays en transition. Ils sont considérés comme des projets pilotes dont les résultats seraient en définitive profitables à d'autres pays en transition.

27. Dans le domaine des statistiques démographiques, la CEE apporte son concours avec le ferme soutien du FNUAP. Son assistance consiste essentiellement à accroître les capacités nationales de rassemblement de données démographiques et à améliorer les méthodes de recherche. La CEE est en particulier l'agent d'exécution d'un projet régional du FNUAP visant à fournir une assistance aux pays en transition d'Europe pour la série de recensements de l'an 2000 et l'agent de réalisation d'un projet régional du PNUD concernant la communication de données sur le développement humain et les tendances sociales dans les pays en transition d'Europe et de la CEI. Dans ces deux projets, l'assistance est fournie principalement par le biais d'ateliers et de voyages d'études dont plusieurs pays profitent simultanément. Une réunion des donateurs pour les recensements (Genève, septembre 1997) a aidé les Etats nouvellement indépendants de l'ex-URSS et la Yougoslavie à prendre contact avec des pourvoyeurs de fonds potentiels pour la série de recensements de l'an 2000. Un voyage d'étude a été organisé en novembre 1997 dans les pays de la CEI pour observer le recensement pilote au Bélarus. Un atelier destiné à permettre aux pays de l'ex-URSS d'examiner les enseignements à tirer pour les opérations de recensement des six recensements pilotes effectués dans la CEI en 1997 et de discuter du financement des recensements s'est tenu à Moscou en décembre 1997. Deux ateliers ont été organisés dans le cadre du projet du PNUD susmentionné au sujet des statistiques nécessaires pour le développement humain et les tendances sociales, l'un à l'intention des pays d'Asie centrale et de l'Azerbaïdjan (Slovaquie, novembre 1999) et l'autre à l'intention des pays d'Europe centrale et des pays baltes (Slovénie, décembre 1997). Une formation particulière dans le pays n'a été dispensée que

dans un petit nombre de pays mais il existe des plans visant à élargir cette formation pour en faire bénéficier les pays ayant des besoins spéciaux.

Recherche-développement

28. Dans le Plan d'action, il est prévu que, dans les domaines d'activité progressivement supprimés dans le processus de réforme, l'Unité de coordination des activités opérationnelles pourrait organiser, à la demande des gouvernements, des ateliers ou des études spéciaux. C'est dans ce contexte qu'une conférence internationale sur l'enseignement supérieur, la recherche et l'industrie dans les pays d'Europe en transition a été organisée en Lettonie en octobre 1997 et a porté sur les sujets suivants : conception nationale de l'enseignement supérieur et des activités de R-D; problèmes rencontrés pour promouvoir la science et la technologie et instruments visant à appuyer l'innovation; la coopération internationale et son rôle pour encourager l'innovation. Les conclusions et recommandations détaillées adoptées à la Conférence ont souligné la complexité du problème qui doit être analysé et examiné plus avant dans des instances internationales.
